

# RAPPORT FINANCIER

La SERV a bouclé son 17<sup>e</sup> exercice avec un résultat d'entreprise (RE) positif s'élevant à CHF 13,4 mio. malgré des charges de sinistres inhabituellement élevées.

## Bases légales

La loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (LASRE) et l'ordonnance sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (OASRE) formulent les exigences fondamentales concernant l'établissement des comptes de la SERV. Celle-ci doit tenir sa propre comptabilité, être une assurance financièrement autonome et gérer séparément les risques des débiteurs publics et privés. Pour satisfaire à ces exigences, la SERV établit, à la date de clôture, des comptes annuels (cf. PDF Comptes annuels, p. 64) composés d'un compte de résultat, d'un bilan, d'un tableau des flux de trésorerie, d'une preuve d'autofinancement, de comptes par rubrique et d'une annexe.

Des explications sur les postes du compte de résultat, du bilan et des comptes par rubrique sont fournies en annexe. Dans l'annexe, les postes qui figurent dans les comptes annuels comme postes nets sont analysés de manière à expliquer le résultat. Cela est particulièrement important s'agissant des créances résultant de sinistres, des créances résultant de restructurations, des avoirs résultant d'accords de rééchelonnement et des provisions pour sinistres, étant donné qu'ils sont inscrits au bilan et évalués comme postes nets selon les principes d'inscription au bilan et d'évaluation (PIBE).

**RÉSULTAT D'ENTREPRISE**  
en CHF mio.**13****RECETTES DE PRIMES**  
en CHF mio.**88,1****Compte de résultat**

Malgré les charges de sinistres inhabituellement élevées résultant de défauts de paiement de deux États africains, la SERV a conclu son 17<sup>e</sup> exercice avec un résultat d'entreprise (RE) positif de CHF 13,4 mio. (année précédente: CHF 46,7 mio.), le résultat d'exploitation, qui se chiffre à CHF 20,1 mio., étant pour sa part négatif.

Par rapport à l'année précédente, les recettes de primes ont baissé, passant de CHF 156,1 mio. à CHF 88,1 mio., ce qui s'explique notamment par la résiliation anticipée de deux polices d'assurance, avec un remboursement partiel de primes s'élevant à CHF 44,8 mio. L'effet exceptionnel net au niveau des primes acquises s'élevait à CHF 24,2 mio. En comparaison pluriannuelle, si l'on prend en considération les dix dernières années, on constate que l'exercice se situe légèrement en deçà de la moyenne en ce qui concerne les primes. Les recettes moyennes de primes s'élevaient à CHF 94,4 mio. En revanche, la SERV a enregistré son meilleur résultat en matière de primes acquises depuis sa fondation: celui-ci se monte à CHF 170,6 mio.

Les intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchelonnement de CHF 17,6 mio. sont dus en particulier à la renégociation et à la modification des intérêts dans le cadre de l'accord avec l'Argentine. L'effet exceptionnel résultant de la correction des exercices précédents s'élève à CHF 11,8 mio. et, pour la période 2023, des intérêts créditeurs à hauteur de CHF 3,3 mio. ont été enregistrés. Le Pakistan a une fois de plus honoré ses obligations de paiement en 2023 (CHF 1,0 mio.). En outre, plusieurs autres pays ont procédé à des versements d'intérêts représentant de faibles montants.

Les charges de sinistres de CHF 222,3 mio. résultent principalement des provisions nécessaires suite aux défauts de paiement de deux États africains au niveau de deux grands projets.

Le résultat de rééchelonnement de CHF 26,6 mio. résulte d'une part d'une reprise sur provision suite à des paiements effectués et d'autre part de l'amélioration de la catégorie d'un pays débiteur.

L'orientation stratégique visant à devenir un «facilitateur de commerce» reste une pierre angulaire pour le développement de la SERV. En conséquence, des postes ont été créés dans le domaine financier et de l'assurance, qui forment le cœur de l'activité. Cela a entraîné une augmentation des charges de personnel de CHF 0,7 mio., portant ces dernières à CHF 17,4 mio.

Le résultat financier comprend surtout des écarts de change; en raison de l'appréciation du franc suisse, il est positif en 2023, affichant CHF 11,3 mio. Comme le prévoit la LASRE, la SERV ne peut placer ses fonds excédentaires qu'auprès de la Trésorerie fédérale aux taux d'intérêt du marché. En raison du changement de la politique de taux introduite pour combattre l'inflation, la SERV a obtenu des intérêts créditeurs à hauteur de CHF 33,5 mio. sur ses placements financiers, qui s'élèvent actuellement à CHF 3,143 mia.



**«L'année a été marquée par des effets exceptionnels qui, malgré les charges des sinistres élevées, ont contribué à un résultat d'entreprise positif.»**

**YVONNE PUSCH**  
CHIEF FINANCIAL OFFICER

### **Bilan**

Au niveau de l'actif, les liquidités ont augmenté de CHF 46,1 mio. par rapport à 2022 et sont à un niveau nettement plus élevé que les années précédentes. Cette évolution est attribuable d'une part aux revenus d'intérêts provenant des placements, qui ont presque doublé par rapport à l'exercice précédent, atteignant CHF 33,5 mio. D'autre part, à d'importants remboursements découlant d'accords de rééchelonnement, en particulier de la part du Pakistan, de l'Argentine et de la Serbie, ainsi qu'aux efforts réussis de recouvrement.

Les avoirs résultant d'accords de rééchelonnement ont diminué de CHF 8,5 mio. pendant l'exercice. S'agissant du passif, la réduction de primes non acquises pour un montant de CHF 82,5 mio. et l'augmentation des provisions pour sinistres de CHF 151,6 mio. ont constitué les principaux facteurs de l'exercice.

Au 31 décembre 2023, le capital s'élevait à CHF 2,892 mia. Il a augmenté de CHF 13,4 mio. par rapport à l'exercice précédent. La somme du capital porteur de risque (CPR) et du capital de base (CB), d'environ CHF 1,942 mia., est inférieure de CHF 129,5 mio. (-6,3%) à celle de l'année précédente, suite à la réduction de l'engagement dans les pays de catégorie 7. En conséquence, la réserve de compensation (RComp) a augmenté de CHF 176,2 mio. pour atteindre CHF 937,2 mio. La RComp permet à la SERV de supporter les fluctuations significatives auxquelles elle est exposée quand des crises politiques ou économiques entraînent une dégradation du risque de certains pays et débiteurs ou des sinistres importants. En même temps, cette réserve permet à la SERV de continuer à couvrir des risques pour des opérations d'exportation.

Globalement, la SERV dispose d'une base de capital adéquate pour accomplir sa mission légale de promotion des exportations suisses en proposant des solutions d'assurance efficaces, même dans des périodes d'incertitudes économiques. La SERV est également en mesure de compenser une détérioration de l'évaluation du risque de certains pays et entreprises et dispose de réserves suffisantes pour affronter d'éventuelles crises.

## Tableau des flux de trésorerie

Le compte de liquidités (cf. compte de liquidités, p. 66) affiche pour 2023 une augmentation nette de CHF 64,6 mio. (2022: CHF 151,0 mio.). Les années précédentes, la SERV a généré en moyenne CHF 122,3 mio. de fonds chaque année. Avec CHF 3,252 mia. de liquidités et de placements à terme, la SERV dispose toujours d'une excellente trésorerie.

Le flux de fonds issu de l'activité commerciale affiche cette année une valeur négative de CHF -13,9 mio. Cette année, les primes encaissées se situent à un niveau inférieur à celui de l'année précédente et, pour une partie, ont été réalisées seulement en décembre, de sorte que le paiement sera reçu en 2024. Parallèlement, les indemnités versées au titre des sinistres sont demeurées stables à CHF 53,6 mio. (légère baisse de CHF 1,1 mio.). Les remboursements au titre des sinistres ont augmenté de CHF 17,3 mio. pour atteindre CHF 30,6 mio., ce qui a une influence positive sur le compte de liquidités. Cependant, davantage de paiements ont été effectués pour le personnel et l'exploitation (+ CHF 3,1 mio.).

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement comprennent, d'une part, les remboursements anticipés, réguliers ou non, d'avoirs issus d'accords de rééchelonnement de créances et de leurs intérêts et, d'autre part, les paiements liés aux coûts de projets informatiques sous les «immobilisations incorporelles» ainsi que les produits d'intérêts sur les placements de capitaux. Atteignant CHF 79,6 millions, ce montant a enregistré une augmentation de CHF 15,6 millions par rapport à l'année précédente, principalement en raison du quasi-doublement des produits d'intérêts créditeurs sur les placements. Le flux de fonds moyen pour ce domaine s'élevait à CHF 104,5 mio. par le passé.

## Preuve d'autofinancement

En 2023, la SERV a présenté un loading positif dans toutes les rubriques. Cela signifie que les primes acquises ont dépassé le risque d'assurance, c'est-à-dire la perte annuelle moyenne attendue. Celle-ci correspond à la valeur moyenne théorique calculée pour un exercice en fonction des pertes possibles pondérées selon leurs probabilités. Ce calcul se base sur des probabilités de défaut et des taux de recouvrement supposés.

En 2023, les rubriques «débiteurs publics» et «débiteurs privés avec ducroire» affichaient au niveau de l'exploitation (autofinancement 1) un excédent de couverture de 113,4 mio., tandis que la rubrique «débiteurs privés sans ducroire» atteignait un autofinancement 1 négatif de CHF 1,4 mio. En raison des intérêts créditeurs obtenus sur les placements, la SERV affichait un net excédent de couverture de CHF 145,5 mio. dans l'autofinancement 2 pour toutes les rubriques, à l'exception de la rubrique «débiteurs privés sans ducroire». Même avec les intérêts créditeurs sur placements, la rubrique «débiteurs privés sans ducroire» est restée légèrement négative (CHF -1,3 mio.).

Depuis la fondation de la SERV, l'excédent de couverture moyen de l'autofinancement 1 s'élevait à CHF 10,4 mio. dans la rubrique principale «débiteurs publics» et à CHF 13,4 mio. dans la rubrique principale «débiteurs privés». Cela signifie que, jusqu'à présent, l'autofinancement 1

est plus qu'assuré dans les rubriques principales. Quand l'autofinancement au niveau de l'exploitation (autofinancement 1) est positif, l'autofinancement 2 est également positif dès lors que le capital de la SERV n'est pas affecté par des intérêts négatifs.

### **Comptes par rubrique**

Dans le compte de résultat par rubrique, les positions qui ne présentent pas de lien direct avec une opération d'assurance sont ventilées sur les trois rubriques au moyen d'une clé de répartition (cf. Commentaires sur les comptes annuels, commentaires 12–18, p. 74). Dans le bilan par rubrique, les positions pour lesquelles une répartition sur les différentes rubriques serait peu pertinente ne sont pas affectées.

Dans le compte de résultat, la rubrique «débiteurs publics» a été clôturée avec un résultat négatif, principalement en raison des charges de sinistres. Le résultat positif des rubriques «débiteurs privés sans ducroire» et «débiteurs privés avec ducroire» a permis de compenser la perte de l'autre rubrique. L'expérience a démontré que les résultats annuels des comptes par rubrique sont fortement impactés par les charges liées aux sinistres, ce qui les rend très volatils.

# COMPTE DE RÉSULTAT

## Compte de résultat

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Annexe *	2023	2022	Variation
Recettes de primes	1	88 120	156 064	- 67 944
Formation de primes non acquises		- 72 627	- 123 725	51 098
Dissolution de primes non acquises		155 108	89 102	66 006
<b>Primes acquises</b>		<b>170 601</b>	<b>121 441</b>	<b>49 160</b>
Intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchelonnement		17 608	10 070	7 538
<b>Total du produit d'assurance</b>		<b>188 209</b>	<b>131 511</b>	<b>56 698</b>
Charges des sinistres	2	- 222 286	- 96 911	- 125 375
Commissions de réassurance		-	- 332	332
Résultat de rééchelonnement	3	26 563	14 692	11 871
<b>Total des charges d'assurance</b>		<b>- 195 723</b>	<b>- 82 551</b>	<b>- 113 172</b>
<b>Résultat de l'activité d'assurance</b>		<b>- 7 514</b>	<b>48 960</b>	<b>- 56 474</b>
Charges de personnel		- 17 429	- 16 706	- 723
Autres charges d'exploitation		- 13 420	- 7 825	- 5 595
Résultat financier		11 289	1 187	10 102
Autres produits	4	6 925	3 656	3 269
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>- 20 149</b>	<b>29 272</b>	<b>- 49 421</b>
Intérêts créditeurs sur placements		33 521	17 393	16 128
<b>Résultat d'entreprise (RE)</b>		<b>13 372</b>	<b>46 665</b>	<b>- 33 293</b>

\* cf. Commentaires à partir de la page 74 dans l'Annexe aux comptes annuels

# BILAN

## Bilan

31.12.2023, en kCHF

	Annexe *	31.12.2023	31.12.2022	Variation
<b>Actif</b>				
Liquidités		109 120	62 977	46 143
Créances de primes		66 801	6 059	60 742
Autres créances		171	428	- 257
Placements financiers à court terme, jusqu'à 1 an	5	3 142 820	3 124 393	18 427
Comptes de régularisation de l'actif		1 729	1 363	366
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>3 320 641</b>	<b>3 195 220</b>	<b>125 421</b>
Immobilisations corporelles		406	426	- 20
Immobilisations incorporelles	6	12 112	7 744	4 368
Placements et avoirs financiers à long terme, à plus de 1 an		-	-	-
<b>Total actifs immobilisés</b>		<b>12 517</b>	<b>8 170</b>	<b>4 347</b>
Créances résultant de sinistres et de restructurations	7	148 714	175 817	- 27 103
Avoirs résultant d'accords de rééchelonnement	8	86 599	95 141	- 8 542
<b>Total des créances et avoirs résultant d'accords de rééchelonnement</b>		<b>235 313</b>	<b>270 958</b>	<b>- 35 645</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>3 568 471</b>	<b>3 474 348</b>	<b>94 123</b>
<b>Passif</b>				
Engagements courants		11 474	6 137	5 337
Engagements financiers à court terme		925	590	335
Comptes de régularisation du passif		9 675	2 584	7 091
Primes non acquises		334 049	416 531	- 82 482
Provisions pour sinistres	9	320 039	168 399	151 640
Autres engagements à long terme	10	-	1 171	- 1 171
<b>Sous-total</b>		<b>676 162</b>	<b>595 412</b>	<b>80 750</b>
Capital porteur de risque (CPR)		1 124 406	1 106 383	18 023
Capital de base (CB)		817 322	964 869	- 147 547
Réserve de compensation (RComp)		937 209	761 019	176 190
Résultat d'entreprise (RE)		13 372	46 665	- 33 293
<b>Capital total</b>		<b>2 892 309</b>	<b>2 878 936</b>	<b>13 373</b>
<b>Total du passif</b>		<b>3 568 471</b>	<b>3 474 348</b>	<b>94 123</b>

\* cf. Commentaires à partir de la page 74 dans l'Annexe aux comptes annuels

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

## Tableau des flux de trésorerie

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Annexe *	31.12.2023	31.12.2022
<b>Activité d'exploitation</b>			
Primes encaissées	11	37 685	154 056
Indemnités versées		– 53 607	– 54 738
Remboursements d'indemnités		30 614	13 339
Paiements pour le personnel et l'exploitation		– 28 542	– 25 415
<b>Flux de fonds résultant de l'activité d'exploitation</b>		<b>– 13 850</b>	<b>87 242</b>
<b>Activité d'investissement</b>			
Activation de placements incorporels		– 6 600	– 3 018
Remboursements des avoirs résultant d'accords de rééchelonnement		47 492	39 593
Paiements d'intérêts résultant d'accords de rééchelonnement		5 211	10 065
Paiements résultant d'intérêts financiers et créditeurs		33 488	17 393
<b>Flux de fonds résultant de l'activité d'investissement</b>		<b>79 591</b>	<b>64 033</b>
<b>Activité de financement</b>			
Paiements résultant de l'activité de financement		– 1 171	– 279
<b>Flux de fonds résultant de l'activité de financement</b>		<b>– 1 171</b>	<b>– 279</b>
<b>Variation nette des ressources</b>		<b>64 570</b>	<b>150 996</b>
Ressources au 31.12.2022 (liquidités et placements à terme auprès de la Confédération)		–	3 187 370
Ressources au 31.12.2023 (liquidités et placements à terme auprès de la Confédération)		3 251 940	

\* cf. Commentaires à partir de la page 74 dans l'Annexe aux comptes annuels

# PREUVE D'- AUTOFINANCEMENT

## Preuve d'autofinancement

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Rubriques (par débiteur)			SERV
	Publics (1)	Privés sans ducroire (2)	Privés avec ducroire (3)	
Primes acquises	70 131	2 435	98 035	170 601
Perte annuelle moyenne attendue	- 12 221	- 1 179	- 25 649	- 39 049
<b>Loading</b>	<b>57 910</b>	<b>1 256</b>	<b>72 386</b>	<b>131 552</b>
Charges de personnel	- 1 906	- 1 543	- 13 980	- 17 429
Autres charges d'exploitation	- 1 468	- 1 188	- 10 764	- 13 420
Résultat financier	4 807	51	6 431	11 289
<b>Autofinancement 1</b>	<b>59 343</b>	<b>- 1 424</b>	<b>54 073</b>	<b>111 992</b>
Intérêts créditeurs sur placements	14 272	153	19 096	33 521
<b>Autofinancement 2</b>	<b>73 615</b>	<b>- 1 271</b>	<b>73 169</b>	<b>145 513</b>

# COMPTES PAR RUBRIQUE

## Comptes par rubrique

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Annexe *	Rubriques (par débiteur)			SERV
		Publics (1)	Privés sans ducroire (2)	Privés avec ducroire (3)	
Recettes de primes	12	37 520	401	50 199	88 120
Formation de primes non acquises		- 32 944	258	- 39 941	- 72 627
Dissolution de primes non acquises		65 555	1 776	87 777	155 108
<b>Primes acquises</b>		<b>70 131</b>	<b>2 435</b>	<b>98 035</b>	<b>170 601</b>
Intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchélonnement	13	12 831	4 488	289	17 608
<b>Total du produit d'assurance</b>		<b>82 962</b>	<b>6 923</b>	<b>98 324</b>	<b>188 209</b>
Charges des sinistres	14	- 206 429	7 086	- 22 943	- 222 286
Commissions de réassurance		-	-	-	-
Résultat de rééchélonnement	15	9 964	9 877	6 722	26 563
<b>Total des charges d'assurance</b>		<b>- 196 465</b>	<b>16 963</b>	<b>- 16 221</b>	<b>- 195 723</b>
<b>Résultat de l'activité d'assurance</b>		<b>- 113 503</b>	<b>23 886</b>	<b>82 103</b>	<b>- 7 514</b>
Charges de personnel	16	- 1 906	- 1 543	- 13 980	- 17 429
Autres charges d'exploitation	17	- 1 468	- 1 188	- 10 764	- 13 420
Résultat financier	18	4 807	51	6 431	11 289
Autres produits		757	613	5 555	6 925
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>- 111 313</b>	<b>21 819</b>	<b>69 345</b>	<b>- 20 149</b>
Intérêts créditeurs sur placements		14 272	153	19 096	33 521
<b>Résultat d'entreprise (RE)</b>		<b>- 97 041</b>	<b>21 972</b>	<b>88 441</b>	<b>13 372</b>

\* cf. Commentaires à partir de la page 74 dans l'Annexe aux comptes annuels

**Bilan par rubrique**

31.12.2023, en kCHF

	Annexe *	Rubriques (par débiteur)				SERV
		Publics	Privés sans ducroire	Privés avec ducroire	Non attribuable	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)= (1)+(2)+(3)+(4)
<b>Actif</b>						
Liquidités		-	-	-	109 120	109 120
Créances de primes		22 230	471	44 100	-	66 801
Autres créances		-	-	-	171	171
Placements financiers à court terme, jusqu'à 1 an		-	-	-	3 142 820	3 142 820
Comptes de régularisation de l'actif		-	-	-	1 729	1 729
<b>Total de l'actif circulant</b>		<b>22 230</b>	<b>471</b>	<b>44 100</b>	<b>3 253 840</b>	<b>3 320 641</b>
Immobilisations corporelles		-	-	-	406	406
Immobilisations incorporelles		-	-	-	12 112	12 112
Placements et avoirs financiers à long terme, à plus de 1 an		-	-	-	-	-
<b>Total actifs immobilisés</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>12 517</b>	<b>12 517</b>
Créances résultant de sinistres et de restructurations		50 604	26 810	71 300	-	148 714
Avoirs résultant d'accords de rééchelonnement		39 547	46 836	216	-	86 599
<b>Total des créances et avoirs résultant d'accords de rééchelonnement</b>		<b>90 151</b>	<b>73 646</b>	<b>71 516</b>	<b>-</b>	<b>235 313</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>112 381</b>	<b>74 117</b>	<b>115 616</b>	<b>3 266 357</b>	<b>3 568 471</b>
<b>Passif</b>						
Engagements courants		5 289	-	4 682	1 503	11 474
Engagements financiers à court terme		746	-	179	-	925
Comptes de régularisation du passif		-	-	-	9 675	9 675
Primes non acquises		125 244	7 231	201 574	-	334 049
Provisions pour sinistres	19	241 566	34 372	44 101	-	320 039
Autres engagements à long terme		-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>		<b>372 845</b>	<b>41 603</b>	<b>250 536</b>	<b>11 178</b>	<b>676 162</b>
Capital porteur de risque (CPR)		-	-	-	1 124 406	1 124 406
Capital de base (CB)		-	-	-	817 322	817 322
Réserve de compensation (RComp)		587 547	71 785	191 369	86 508	937 209
Résultat d'entreprise (RE)		-97 044	20 877	89 539	-	13 372
<b>Capital total</b>		<b>490 503</b>	<b>92 662</b>	<b>280 908</b>	<b>2 028 236</b>	<b>2 892 309</b>
<b>Total du passif</b>		<b>863 348</b>	<b>134 265</b>	<b>531 444</b>	<b>2 039 414</b>	<b>3 568 471</b>

\* cf. Commentaires à partir de la page 74 dans l'Annexe aux comptes annuels

# PRINCIPES D'INSCRIPTION AU BILAN ET D'ÉVALUATION

## Introduction

Les principes d'inscription au bilan et d'évaluation (PIBE) définissent les principes comptables de la SERV et sont fixés par le conseil d'administration (CA). La version approuvée par le CA le 23 août 2021 était applicable pendant l'exercice clôturé considéré.

Les PIBE s'appuient sur les normes nationales et internationales de présentation des comptes et se basent sur les règles en usage dans les assurances privées en Suisse. Le bilan de la SERV reflète le plus précisément possible sa situation financière et patrimoniale. Le principe de l'évaluation individuelle s'applique: les surévaluations et les sous-évaluations à l'intérieur d'un poste ne se compensent pas entre elles. Nous examinons chaque poste pour déterminer s'il peut être inscrit au bilan et procédons à son évaluation. L'approche économique l'emporte sur les autres aspects.

Les PIBE sont présentés sous forme abrégée dans ce chapitre. L'intégralité des PIBE, y compris les annexes, peut être consultée sur demande à la SERV.

Les éventuelles différences dans les totaux des tableaux et annexes sont dues à des écarts d'arrondis. Les postes du bilan sont en principe évalués à leur valeur nominale, à l'exception des postes suivants:

## Créances résultant de sinistres et de restructurations

Inscription au bilan: les créances résultant de l'activité d'assurance sont inscrites dans les comptes à chaque fois qu'un preneur d'assurance est indemnisé par la SERV en cas de sinistre et que sa créance envers des tiers est cédée à la SERV.

Évaluation des créances à l'égard de débiteurs publics: les réévaluations sont calculées sur la base des taux de provision officiels de l'OCDE pour les dommages attendus et survenus. Ces taux tiennent compte:

- du risque pays à la date d'évaluation,
- des revenus du pays (classification de la Banque mondiale),
- de la classification du pays parmi les «pays pauvres très endettés».

Une marge de sécurité est en outre ajoutée aux réévaluations calculées.

Évaluation des créances à l'égard de débiteurs privés: pour ces créances, les évaluations sont effectuées au cas par cas. Selon la transaction, les termes du contrat de l'opération d'exportation et la jurisprudence, même des opérations présentant des caractéristiques identiques (même pays, même branche) peuvent donner lieu à des évaluations de remboursements différentes. Dans le cadre de l'évaluation, les critères suivants sont considérés comme des facteurs déterminants susceptibles de réduire ou d'accroître les remboursements escomptés dans le cadre de créances à l'égard de débiteurs privés:

- nature de la garantie réelle,
- indice de l'état de droit de la Banque mondiale,
- nature de la garantie,
- catégorie de risque pays de l'OCDE (CRP),
- nombre de paiements en suspens,
- probabilité d'une restructuration,
- évolution de la monnaie locale,
- notation du débiteur avant le sinistre,
- transférabilité et convertibilité des paiements,
- ordre public sur place.

Les taux de réévaluation des créances envers des débiteurs privés sont déterminés sur la base de ces critères d'évaluation au moyen d'un schéma de décision.

### **Immobilisations incorporelles**

Inscription au bilan: les immobilisations incorporelles sont des biens non monétaires identifiables sans substance physique qui sont utilisés notamment pour la fourniture de services. Relèvent par exemple de cette catégorie les logiciels créés ou achetés par l'entreprise ainsi que les brevets. Les critères suivants doivent être remplis pour qu'un actif soit classifié en tant qu'immobilisation incorporelle: identifiabilité, pouvoir de disposition et contrôle par la SERV, preuve de l'utilité économique future, preuve des coûts d'acquisition ou de fabrication. La limite pour l'activation et la prise en compte dans l'inventaire s'élève à CHF 100 000 par immobilisation.

Évaluation: l'évaluation initiale des immobilisations incorporelles achetées ou produites par l'entreprise s'effectue au coût d'acquisition ou de production. Lors de la comptabilisation des immobilisations incorporelles, la durée d'utilisation future doit être estimée avec prudence et la valeur doit être systématiquement imputée au résultat de la période (normalement de manière linéaire) sur cette durée d'utilisation. Si la durée d'utilisation ne peut pas être déterminée clairement, l'amortissement est généralement réalisé sur une période de cinq ans, ou au maximum sur vingt ans dans des cas justifiés. Pour les biens incorporels liés à des personnes, la durée d'utilisation ne doit pas dépasser cinq ans.

Pour les brevets et droits, c'est la durée de ces derniers qui détermine leur durée d'amortissement. Pour la catégorie d'immobilisation «logiciels», la durée d'amortissement peut aller de cinq à vingt années, selon la durée d'utilisation attendue.

### **Avoirs résultant d'accords de rééchelonnement**

Inscription au bilan: les avoirs provenant de rééchelonnements constituent un regroupement, c'est-à-dire qu'ils comprennent plusieurs créances de la SERV sur des pays débiteurs donnés. Ces avoirs se matérialisent une fois qu'un pays débiteur a conclu un accord de rééchelonnement pour ses créances en suspens dans le cadre du Club de Paris. Les créances résultant d'accords de rééchelonnement sont libellées en CHF.

Évaluation et réévaluations: les réévaluations sont calculées sur la base des taux de provision officiels de l'OCDE pour les sinistres attendus et survenus.

### **Primes non acquises**

Inscription au bilan: les primes non acquises sont des comptes de régularisation du passif; ce sont des primes qui ont certes été encaissées au cours de l'exercice considéré et des exercices antérieurs, mais qui ne seront acquises que pendant la durée du risque.

Évaluation: lors de la comptabilisation des primes encaissées, 20% des primes sont immédiatement comptabilisés comme part administrative pour l'exercice en cours. Les 80% restants sont comptabilisés comme produits et ventilés sur la durée contractuelle des différentes opérations selon le montant de l'engagement et en tenant compte de la répartition du risque. En cas de sinistre ou de résiliation anticipée des polices d'assurance, la partie encore non sollicitée de la prime est immédiatement réalisée. Il y a donc dissolution de la prime non acquise.

### **Provisions IBNR pour sinistres**

Inscription au bilan: les provisions IBNR (IBNR = incurred but not reported) sont des provisions pour des sinistres survenus mais pas encore déclarés.

Évaluation des provisions IBNR forfaitaires: un modèle basé sur les primes est utilisé pour calculer les provisions IBNR forfaitaires. Les provisions IBNR forfaitaires sont utilisées ici comme part des primes non acquises dissoutes.

Évaluation des provisions IBNR constituées au cas par cas: constitution au cas par cas. Cela s'applique dans les cas ne présentant encore aucun sinistre déclaré, mais affichant un retard de paiement qui dépasse le délai de carence. L'évaluation se fait selon le même principe que pour les sinistres déclarés, mais avec un schéma simplifié.

### **Provisions pour sinistres déclarés**

Inscription au bilan: dès la réception du formulaire de déclaration de sinistre, la SERV constitue une provision équivalente au montant du sinistre probable.

Évaluation pour les débiteurs publics: les provisions sont calculées sur la base des taux de provision officiels de l'OCDE pour les sinistres attendus

et survenus. Étant donné qu'il est quasiment impossible d'évaluer avec précision la probabilité de survenance des cas de sinistre, on applique une probabilité de 50%. Comme dans le cas des créances résultant de sinistres et de restructurations, une marge de sécurité est également appliquée.

Évaluation pour les débiteurs privés: la procédure est la même que pour l'évaluation des créances envers des débiteurs privés.

## Capital

Inscription au bilan: du point de vue de la comptabilité de la SERV, le capital est la valeur résiduelle après inscription au bilan et évaluation des autres postes. Il se subdivise en:

- Capital porteur de risque (CPR): le CPR est réservé pour des sinistres d'assurance que devra éventuellement payer la SERV. Selon l'ordonnance sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (OASRE), les provisions pour sinistres non encore survenus doivent figurer dans le capital propre.
- Capital de base (CB): marge de sécurité supplémentaire qui est calculée sur la base de l'hypothèse que les éléments à évaluer se détériorent d'un cran sur l'échelle de notation interne. Les éléments à évaluer sont tous les contrats d'assurance conclus et les nouveaux contrats à conclure dans le cadre d'une croissance prévisionnelle, ainsi que les postes du bilan «créances résultant de sinistres et de restructurations» et «avoirs résultant d'accords de rééchelonnement».
- Réserve de compensation (RComp): poste du bilan qui, ajouté au CPR, au CB et au résultat d'entreprise (RE), constitue le capital de la SERV.
- Résultat d'entreprise.

Évaluation: le CPR est calculé à l'aide d'un modèle mathématique, compte tenu de tous les éléments d'actifs exposés au risque de non-paiement, comme étant le quantile 99,9% de la répartition de la perte annuelle. La valeur en risque correspondante est donc calculée avec une valeur de confiance de 99,9%. Le CB est calculé sur la base de l'hypothèse que les éléments à évaluer de tous les contrats d'assurance conclus et des nouveaux contrats à conclure dans le cadre d'une croissance prévisionnelle, ainsi que d'autres postes déterminants du bilan se détériorent d'un cran sur l'échelle de notation interne. Les calculs s'effectuent à l'aide du même modèle mathématique que celui utilisé pour le calcul du CPR. La RComp est déterminée par calcul et n'est soumise à aucune évaluation.

## Autofinancement

Calcul: la perte annuelle moyenne attendue correspond à la valeur moyenne théorique, compte tenu de la probabilité des pertes possibles pour un exercice. Ce calcul repose sur des notations, des probabilités de défaut et des taux de recouvrement supposés. Les autres postes de la preuve d'autofinancement sont extraits du compte de résultat.

# COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

Dans ce chapitre, divers postes du compte de résultat, du bilan et des comptes par rubrique sont expliqués plus en détail. D'une part, les postes qui figurent dans les comptes annuels comme postes nets sont analysés de manière à expliquer le résultat net. Cela est particulièrement important s'agissant des créances résultant de sinistres, des créances résultant de restructurations, des avoirs résultant d'accords de rééchelonnement et des provisions pour sinistres, étant donné qu'ils sont inscrits au bilan et évalués comme postes nets selon les principes d'inscription au bilan et d'évaluation (PIBE). D'autre part, les clés de répartition utilisées dans les comptes par rubrique pour les postes qui ne sont pas directement attribués à l'une des trois rubriques sont expliquées de manière transparente. Dans le bilan par rubrique, il a été décidé de ne pas ventiler les liquidités, les placements, les engagements courants et les engagements à court terme ainsi que le capital sur les trois rubriques. Une ventilation de ces postes ne serait pas pertinente. Les commentaires sont numérotés selon les chiffres des comptes annuels.

## À propos du compte de résultat

[1] À propos des «recettes de primes»: le poste «recettes de primes» d'un montant de CHF 88,1 mio. se compose des recettes de primes d'assurance d'un montant de CHF 114,1 mio., moins les paiements des primes à des réassurances d'un montant de CHF 26,0 mio.

[2] À propos des «charges des sinistres»: les charges des sinistres de CHF 222,3 mio. se composent de la constitution de provisions pour des cas IBNR (IBNR = incurred but not reported) d'un montant de CHF 46,0 mio., de la constitution de provisions pour sinistres déclarés d'un montant de CHF 126,0 mio. et de la modification de la réévaluation des créances résultant de sinistres de CHF 5,3 mio. (cf. Charges des sinistres par rubrique, p. 80). En 2023, des sinistres à hauteur de CHF 44,3 mio. ont été définitivement sortis des comptes. Les sinistres décomptabilisés concernaient principalement des risques au Brésil, en Inde, en Russie, en Suisse et en Turquie. Le montant de CHF 0,7 mio. dans les charges des sinistres restantes comprend des coûts pour des mesures de recouvrement.

[3] À propos du «résultat de rééchelonnement»: le résultat de rééchelonnement de CHF 26,6 mio. constitue le montant du solde. Il se compose de la dissolution de réévaluations résultant d'avoirs de rééchelonnement à hauteur de CHF 26,7 mio. et de sorties de compte d'avoirs envers des pays débiteurs de CHF -0,1 mio. (cf. Résultat de rééchelonnement par rubrique, p. 80).

[4] À propos des «autres produits»: les CHF 6,9 mio. dans les autres produits proviennent principalement de la capitalisation des coûts (personnel et autres charges d'exploitation) du projet informatique Phœnix.

### **À propos du bilan**

[5] À propos des «placements financiers à court terme»: à la date de clôture, l'ensemble des actifs financiers sont déposés sur un compte de placement auprès de la Confédération.

[6] À propos des «immobilisations incorporelles»: les CHF 12,1 mio. dans les immobilisations incorporelles proviennent de la capitalisation des coûts (personnel et autres charges d'exploitation) du projet informatique Phœnix de la SERV.

[7] À propos des «créances résultant de sinistres et de restructurations»: les créances résultant de sinistres et les créances résultant de restructurations avec des débiteurs publics (cf. Créances résultant de sinistres et de restructurations [avec réévaluation], p. 77) de la SERV sont évaluées conformément aux PIBE (cf. Principes d'inscription au bilan et d'évaluation, p. 70). Elles sont ensuite inscrites au bilan en tant que créances nettes. Au cours de l'exercice considéré, les créances résultant des sinistres ont diminué de CHF 27,1 mio. Les sinistres qui ont fait l'objet de versements à hauteur de CHF 53,6 mio. concernaient les pays suivants: l'Argentine, le Bangladesh, le Brésil, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le Ghana, l'Inde, l'Italie, le Mexique, le Paraguay, le Salvador, la Suisse, la Tanzanie, l'Ukraine, l'Uruguay et la Zambie.

[8] À propos des «avoirs résultant d'accords de rééchelonnement»: les avoirs résultant d'accords de rééchelonnement (cf. Avoirs résultant d'accords de rééchelonnement, p. 79) sont inscrits au bilan en tant qu'avoirs nets. Les mouvements les plus importants sont imputables à la Serbie (baisse de CHF 12,8 mio.).

[9] À propos des «provisions pour sinistres»: la SERV a inscrit au bilan des provisions IBNR (incurred but not reported) pour des sinistres d'un montant de CHF 108,7 mio. et des provisions pour sinistres déclarés d'un montant de CHF 211,3 mio. (cf. Principes d'inscription au bilan et d'évaluation, p. 70). Les provisions pour sinistres s'élèvent au total à CHF 320,0 mio.

[10] À propos des «autres engagements à long terme»: il s'agit d'un dépôt en espèces d'un exportateur effectué en lien avec des garanties de «Bonds» en cours en raison d'un changement de la situation de risque. Le montant de ce dépôt en espèces diminue au fur et à mesure de la réduction de l'exposition résiduelle de la SERV sur la garantie de «Bonds». Le dépôt en espèces a été entièrement remboursé au cours de l'exercice 2023.

### **À propos du tableau des flux de trésorerie**

[11] À propos des «primes encaissées»: Au total, des paiements de primes nets (déduction faite des paiements aux réassureurs) de

CHF 37,7 mio. ont été effectués. Il convient ici de mentionner qu'une grande partie des primes facturées au cours de l'exercice ne seront réglées que pendant l'exercice suivant.

### **À propos des comptes par rubrique**

[12] À propos des «recettes de primes»: les recettes de primes sont directement attribuées aux rubriques pertinentes. Les recettes de primes sont calculées par rubrique, comme représenté dans le tableau de la page 80.

[13] À propos des «intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchelonnement» – clé de répartition: les intérêts créditeurs résultant d'accords de rééchelonnement sont répartis proportionnellement au service de la dette (remboursements du capital et des intérêts convenus) sur les différentes rubriques pour chaque pays.

[14] À propos des «charges des sinistres»: les charges des sinistres sont directement attribuées aux rubriques pertinentes. Les charges des sinistres par rubrique sont présentées dans le tableau à la page 80.

[15] À propos du «résultat de rééchelonnement»: le résultat de rééchelonnement est directement attribué aux rubriques pertinentes. Le résultat de rééchelonnement par rubrique est présenté dans le tableau à la page 80.

[16] À propos des «charges de personnel» – clé de répartition: les charges de personnel sont réparties sur les différentes rubriques en fonction du nombre de nouveaux contrats par catégorie de débiteurs, déduction faite des contrats conclus en cours d'année, plus la couverture des risques secondaires et le nombre modifié de nouveaux contrats pour les assurances globales selon les charges effectives.

[17] À propos des «autres charges d'exploitation» – clé de répartition: la répartition des autres charges d'exploitation sur les différentes rubriques se fait de manière analogue à la répartition des charges de personnel.

[18] À propos du «résultat financier» – clé de répartition: la répartition du résultat financier sur les différentes rubriques se fait en proportion des recettes de primes d'assurance et administratives générées pendant l'exercice considéré par rubrique (cf. commentaire 12).

### **À propos du bilan par rubrique**

[19] À propos des «provisions pour sinistres»: les provisions pour sinistres par rubrique sont présentées dans le tableau «Provisions pour sinistres par rubrique» à la page 80.

## Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles

en kCHF

	Immobilisations corporelles		Immobilisations incorporelles	
	2023	2022	2023	2022
<b>Valeurs d'acquisition</b>				
État au 1 <sup>er</sup> janvier	2 446	2 959	10 570	7 216
Entrées	269	291	6 624	3 354
Sorties	- 143	- 804	-	-
Autres mutations, transferts	-	-	-	-
<b>État au 31 décembre</b>	<b>2 572</b>	<b>2 446</b>	<b>17 194</b>	<b>10 570</b>
<b>Amortissements, cumulés</b>				
État au 1 <sup>er</sup> janvier	2 020	2 440	2 826	2 826
Entrées	289	377	2 256	-
Sorties	- 143	- 797	-	-
Dépréciation	-	-	-	-
<b>État au 31 décembre</b>	<b>2 167</b>	<b>2 020</b>	<b>5 082</b>	<b>2 826</b>
<b>Valeur comptable au 31 décembre</b>	<b>405</b>	<b>426</b>	<b>12 112</b>	<b>7 744</b>

## Créances résultant de sinistres et de restructurations (avec réévaluation)

en CHF mio.

	31.12.2023			31.12.2022			Variation (7)=(3)-(6)
	Créances SERV (1)	Réévaluation (2)	Créances nettes (3)=(1)+(2)	Créances SERV (4)	Réévaluation (5)	Créances nettes (6)=(4)+(5)	
<b>Réévaluation des créances résultant de sinistres</b>							
Arabie saoudite	128,4	- 94,0	34,4	128,4	- 77,0	51,4	- 17,0
Suisse	102,3	- 81,5	20,8	107,5	- 87,4	20,1	0,7
Grèce	50,7	- 42,7	8,0	50,7	- 42,7	8,0	0,0
Turquie	50,2	- 22,7	27,5	54,6	- 27,9	26,7	0,8
Cuba	47,6	- 31,5	16,1	47,6	- 31,4	16,2	- 0,1
Zimbabwe	37,2	- 28,8	8,3	37,4	- 26,2	11,2	- 2,9
Zambie	37,1	- 34,7	2,4	25,4	- 23,2	2,2	0,2
Émirats arabes unis	30,2	- 23,4	6,8	13,5	- 10,5	3,1	3,7
Inde	15,7	- 11,9	3,9	43,3	- 29,1	14,2	- 10,3
Indonésie	13,1	- 11,6	1,5	13,2	- 9,4	3,8	- 2,3
Autres pays	12,9	- 12,8	0,1	44,1	- 44,1	0,0	0,1
	<b>525,3</b>	<b>- 395,5</b>	<b>129,8</b>	<b>565,7</b>	<b>- 408,8</b>	<b>156,9</b>	<b>- 27,1</b>
<b>Réévaluation des créances résultant de restructurations</b>							
Corée du Nord	188,9	- 170,0	18,9	188,9	- 170,0	18,9	-
	<b>188,9</b>	<b>- 170,0</b>	<b>18,9</b>	<b>188,9</b>	<b>- 170,0</b>	<b>18,9</b>	<b>-</b>
<b>Total des créances résultant de sinistres et restructurations</b>			<b>148,7</b>			<b>175,8</b>	<b>- 27,1</b>

**Créances résultant de restructurations avec débiteurs publics (avec réévaluation)**

en CHF mio.

	31.12.2023					31.12.2022					Variation
	Créances totales	Part de tiers*	SERV			Créances totales	Part de tiers*	SERV			Créances nettes
			Part	Réévaluation	Créances nettes			Part	Réévaluation	Créances nettes	
	(1)	(2)	(3)=(1)-(2)	(4)	(5)=(3)+(4)	(6)	(7)	(8)=(6)-(7)	(9)	(10)=(8)+(9)	(11)=(5)-(10)
Corée du Nord	216,3	27,4	188,9	- 170,0	18,9	216,3	27,4	188,9	- 170,0	18,9	-
<b>Total</b>	<b>216,3</b>	<b>27,4</b>	<b>188,9</b>	<b>- 170,0</b>	<b>18,9</b>	<b>216,3</b>	<b>27,4</b>	<b>188,9</b>	<b>- 170,0</b>	<b>18,9</b>	<b>-</b>

\* Preneurs d'assurance ou cessionnaires

**Avoirs résultant d'accords de rééchelonnement (avec réévaluation)**

en CHF mio.

	31.12.2023						31.12.2022						Variation
	Avoir total	Part de la Confédération	Part de tiers	SERV			Avoir total	Part de la Confédération	Part de tiers	SERV			Avoir net
				Part	Réévaluation	Avoir net				Part	Réévaluation	Avoir net	
(1)	(2)	(3)	(4)= (1)-(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)	(10)= (7)-(8)-(9)	(11)	(12)= (10)+(11)	(13)=(6)-(12)	
Soudan	144,9	91,7	-	53,3	-47,9	5,3	144,9	91,7	-	53,2	-47,9	5,3	-
Cuba	117,5	-	30,6	87,0	-64,4	22,6	116,4	-	30,2	86,2	-64,4	21,8	0,8
Argentine	90,7	-	17,3	73,4	-28,4	45,0	93,4	-	19,8	73,6	-24,9	48,7	-3,7
Pakistan	40,5	3,0	1,9	35,6	-35,6	-	57,8	3,1	3,2	51,5	-51,5	-	-
Irak	18,7	-	6,6	12,1	-12,1	-	25,5	-	8,1	17,4	-17,4	-	-
Bosnie et Herzégovine	18,5	-	4,6	13,9	-3,0	10,9	19,8	-	4,9	14,9	-11,2	3,7	7,2
Serbie	9,7	-	2,6	7,1	-4,5	2,6	27,2	-	7,3	19,9	-4,5	15,4	-12,8
Honduras	1,5	-	0,1	1,4	-1,3	0,1	1,6	-	0,1	1,5	-1,3	0,2	-0,1
Cameroun	0,7	-	0,1	0,6	-0,6	-	1,1	-	0,2	0,9	-0,9	-	-
Monténégro	0,2	-	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,5	-	0,2	0,3	-0,3	-	-
Égypte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	-	-	-	-	-	-	0,3	0,1	-	0,2	-0,2	-	-
Indonésie	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3	-	-	-	-	-
<b>Total des avoirs résultant d'accords de rééchelonnement</b>	<b>443,0</b>	<b>94,7</b>	<b>63,8</b>	<b>284,5</b>	<b>-197,9</b>	<b>86,6</b>	<b>488,8</b>	<b>95,2</b>	<b>74,0</b>	<b>319,6</b>	<b>-224,5</b>	<b>95,1</b>	<b>-8,6</b>

### Recettes de primes par rubrique

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Rubriques (par débiteur)			SERV
	Publics	Privés sans ducroire	Privés avec ducroire	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(1)+(2)+(3)
Recettes de primes d'assurance	50 842	- 241	55 546	106 147
Recettes de primes administratives (p. ex. primes d'examen)	1 754	640	5 600	7 994
Primes de réassurances	-	2	- 269	- 267
Primes versées à des réassurances	- 15 076	-	- 10 678	- 25 754
<b>Total des recettes de primes</b>	<b>37 520</b>	<b>401</b>	<b>50 199</b>	<b>88 120</b>

### Charges des sinistres par rubrique

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Rubriques (par débiteur)			SERV
	Publics	Privés sans ducroire	Privés avec ducroire	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(1)+(2)+(3)
Provisions pour sinistres IBNR	- 56 525	10 367	200	- 45 958
Provisions pour sinistres déclarés	- 128 665	-	2 621	- 126 044
Variation de réévaluations	- 21 239	- 3 281	19 258	- 5 262
Sortie des comptes définitive des sinistres	-	-	- 44 343	- 44 343
Autres charges des sinistres	-	-	- 679	- 679
<b>Total charges des sinistres</b>	<b>- 206 429</b>	<b>7 086</b>	<b>- 22 943</b>	<b>- 222 286</b>

### Résultat de rééchelonnement par rubrique

01.01.2023–31.12.2023, en kCHF

	Rubriques (par débiteur)			SERV
	Publics	Privés sans ducroire	Privés avec ducroire	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(1)+(2)+(3)
Reports sur un autre ou nouvel accord (principal ou intérêts)	-	-	-	-
Variation de réévaluations	10 066	9 877	6 721	26 664
Sortie de compte d'avoirs à l'encontre de pays débiteurs	- 101	-	-	- 101
<b>Total résultat de rééchelonnement</b>	<b>9 965</b>	<b>9 877</b>	<b>6 721</b>	<b>26 563</b>

### Provisions pour sinistres par rubrique

31.12.2023, en kCHF

	Rubriques (par débiteur)			SERV
	Publics	Privés sans ducroire	Privés avec ducroire	
	(1)	(2)	(3)	(4)=(1)+(2)+(3)
IBNR	59 636	34 372	14 714	108 722
Sinistres déclarés	181 930	-	29 387	211 317
<b>Provisions pour sinistres</b>	<b>241 566</b>	<b>34 372</b>	<b>44 101</b>	<b>320 039</b>

# ÉTAT DU CAPITAL

Au 31 décembre 2023, la SERV dispose d'un capital de CHF 2,892 mia.; ce dernier a donc augmenté de CHF 13,4 mio. par rapport à l'exercice précédent.

La somme du capital porteur de risque (CPR) et du capital de base (CB) s'élevait à CHF 1,942 mia. fin 2023, soit une baisse de CHF 129,5 mio. par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte des changements au niveau de l'exposition, des catégories de risque pays de l'OCDE (CRP), des probabilités de défaut et des fluctuations de cours des monnaies étrangères. La réserve de compensation (RComp) résulte du solde du bilan et s'élevait à CHF 937,2 mio. fin 2023, soit une hausse de CHF 176,2 mio. par rapport à l'année précédente. (Y compris attribution du résultat d'entreprise [RE] de l'exercice 2022 d'un montant de CHF 46,7 mio.) La RComp donne à la SERV une marge de manœuvre pour des couvertures supplémentaires et lui permet de compenser les fortes fluctuations auxquelles elle est exposée lorsque des pays doivent subir une dégradation de leur note suite à des crises politiques ou économiques, ou si d'importants sinistres surviennent (besoin accru de CPR, de CB ou de réévaluations des avoirs de rééchelonnement). La SERV est ainsi en mesure de soutenir efficacement les exportateurs suisses, y compris dans des périodes difficiles.

## État du capital

31.12.2023, en kCHF

	31.12.2022	Attribution résultat exercice précédent	Résultat de l'exercice 2023	Mouvements	31.12.2023
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)= (1)+(2)+(3)+(4)
Capital porteur de risque (CPR)	1 106 383			18 023	1 124 406
Capital de base (CB)	964 869			- 147 547	817 322
Réserve de compensation (RComp)	761 019	46 665		129 524	937 209
Résultat d'entreprise (RE)	46 665	- 46 665	13 372		13 372
<b>Capital</b>	<b>2 878 936</b>	<b>-</b>	<b>13 372</b>	<b>-</b>	<b>2 892 309</b>

# DIVERS

## Forme juridique et siège

La SERV est une institution de droit public de la Confédération ayant sa propre personnalité juridique. Ses tâches et ses prestations ainsi que les traits fondamentaux de son organisation sont définis dans la loi fédérale sur l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation du 16 décembre 2005 (LASRE), RS 946.10 (état au 1<sup>er</sup> janvier 2016). La SERV est autonome dans son organisation et sa gestion et tient sa propre comptabilité (art. 3 LASRE).

Le siège de la SERV est situé Genferstrasse 6 à Zurich. La SERV a une succursale à Lausanne, avenue d'Ouchy 47. Un collaborateur y prend en charge les clients de Suisse romande.

## Événements essentiels postérieurs au jour de référence du bilan

Aucun événement n'est survenu entre le 31 décembre 2023 et le 28 février 2024 qu'il conviendrait de communiquer ici.

## Organe de révision

L'organe de révision a reçu en 2023 un honoraire (hors taxe sur la valeur ajoutée) de kCHF 66,6 (exercice précédent: kCHF 66,6) pour l'audit des comptes annuels 2023. De plus, l'organe de révision a reçu kCHF 2,8 hors taxe sur la valeur ajoutée pour des prestations complémentaires (exercice précédent: 0).

## Rapport à la Confédération

La SERV est soumise à la surveillance du Conseil fédéral et à la haute surveillance du Parlement (cf. art. 32 LASRE). Le Conseil fédéral définit les objectifs stratégiques de la SERV pour quatre ans et les contrôle périodiquement. La SERV tient régulièrement un rapport destiné au Conseil fédéral concernant la réalisation des objectifs et l'évolution de ses affaires. De plus, elle présente une fois par an l'évolution de ses affaires aux sous-commissions des commissions des finances et tous les quatre ans aux sous-commissions des commissions de gestion du Conseil des États et du Conseil national.

La version électronique du rapport de gestion actuel est disponible sur [report.serv-ch.com](http://report.serv-ch.com).



**KPMG AG**  
Badenerstrasse 172  
Case postale  
CH-8036 Zurich  
  
+41 58 249 31 31  
kpmg.ch

## Rapport de l'organe de révision de l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation au Conseil fédéral

### Rapport sur l'audit des comptes annuels 2023

#### Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels présentés aux pages 64 à 82 de Assurance suisse contre les risques à l'exportation (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2023, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, la preuve d'autofinancement, les comptes par rubrique pour l'exercice clos à cette date ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels sont conformes aux principes d'inscription au bilan et d'évaluation présentés dans l'annexe.

#### Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels» de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, et avons satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et de notre rapport correspondant.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

**Assurance suisse contre les risques à l'exportation, Zurich**

Rapport de l'organe de révision  
au Conseil fédéral sur l'audit des  
comptes annuels

**Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux comptes annuels**

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales et aux principes d'inscription au bilan et d'évaluation présentés dans l'annexe. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir les comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

**Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes annuels**

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit en conformité avec la loi suisse et les NA-CH, nous exerçons notre jugement professionnel tout au long de l'audit et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant de fraudes est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, des omissions volontaires, de fausses déclarations ou le contournement de contrôles internes.
- nous acquérons une compréhension du système de contrôle interne pertinent pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société.
- nous évaluons le caractère approprié des méthodes comptables appliquées et le caractère raisonnable des estimations comptables ainsi que des informations y afférentes.
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation appliqué et, sur la base des éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence

**Assurance suisse contre les risques à l'exportation, Zurich**

Rapport de l'organe de révision  
au Conseil fédéral sur l'audit des  
comptes annuels

d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention dans notre rapport sur les informations à ce sujet fournies dans les comptes annuels ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion d'audit modifiée. Nous établissons nos conclusions sur la base des éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport. Des situations ou événements futurs peuvent cependant amener la société à cesser son exploitation.

Nous communiquons au Conseil d'administration, notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus ainsi que nos constatations d'audit importantes, y compris toute déficience majeure dans le système de contrôle interne, relevée au cours de notre audit.

**Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires**

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous recommandons d'approuver les comptes annuels y compris la preuve d'autofinancement qui vous sont soumis.

KPMG SA

Oliver Windhör  
Expert-réviseur agréé  
Réviseur responsable

Lukas Kündig  
Expert-réviseur agréé

Zurich, 28 février 2024